REVUE HISTORIQUE DES ARMÉES

Revue historique des armées

263 | 2011
Louis XIV, roi de guerre

Secret et espionnage militaire au temps de Louis XIV

Lucien Bély

OpenEdition Journals

Édition électronique
URL : http://journals.openedition.org/rha/7203
ISBN : 978-2-8218-1122-5
ISSN : 1965-0779

Éditeur
Service historique de la Défense

Édition imprimée
Date de publication : 15 juin 2011
Pagination : 28-39
ISSN : 0035-3299

Référence électronique
Lucien Bély, « Secret et espionnage militaire au temps de Louis XIV », *Revue historique des armées* [En ligne], 263 | 2011, mis en ligne le 06 mai 2011, consulté le 19 avril 2019. URL : http://journals.openedition.org/rha/7203

Ce document a été généré automatiquement le 19 avril 2019.

© Revue historique des armées

Secret et espionnage militaire au temps de Louis XIV

Lucien Bély

1 Louis XIV a le goût du secret. Ses grandes entreprises militaires en ont besoin. Or, derrière le roi, l'État se modernise en France en construisant des administrations plus étoffées et, dans le domaine des Affaires étrangères, de la Guerre et de la Marine, de véritables départements ministériels [1]. D'une part, cet État a besoin d'information rigoureuse pour éclairer les décisions du gouvernement ; d'autre part, il se protège par le secret le plus absolu, inventant même des prisons où enfermer les bavards, les indiscrets ou les traîtres, avec en particulier la silhouette inquiétante de la Bastille. Parallèlement, s'impose une Cour plus stable, à Versailles, où cohabitent les agents de l'État et l'élite de la noblesse, avec de nombreux officiers parmi les courtisans : elle devient un lieu où toute observation peut être utile, où toute confidence s'avère fertile, un lieu surveillé et contrôlé où il faut maîtriser sa parole, mais aussi un véritable aimant pour des aventuriers curieux.

2 La modernisation de la guerre transforme aussi la nature du renseignement. Elle se fait de plus en plus technique en raison de ce que l'on nomme parfois la révolution militaire. Les fortifications devenant de plus en plus élaborées, il est crucial d'en connaître le dessin et les éventuelles faiblesses avant de tenter une attaque. L'armée française grandit aussi de manière démesurée et elle suppose une organisation complexe [2] : ces grandes masses humaines ne se mobilisent pas rapidement. Leurs mouvements ne passent pas inaperçus aux yeux d'observateurs ennemis.

Le secret des décisions royales

3 Tous les choix politiques du roi de France, donc du royaume de France, s'enveloppent de secret. Néanmoins, si la décision de faire la guerre appartient en définitive au seul souverain, les opérations militaires font l'objet d'une concertation dans les sphères du gouvernement : les ministres, d'abord ceux de la Guerre et des Affaires étrangères, et les principaux généraux y sont associés. Le roi ne justifie pas forcément ses décisions et il

décide en dernier ressort. Ainsi, les historiens ont la tâche difficile de comprendre les raisons profondes de chaque intervention militaire de la France, de percer ce secret du roi et de l'État.

4 Prenons un exemple. En 1663, l'avancée de l'armée turque inquiète l'Europe. Rompant avec les traditions de la politique française d'alliance avec l'Empire ottoman, le roi de France envoie un corps expéditionnaire pour aider l'empereur Léopold Ier. Il agit ainsi sans doute comme membre de la ligue du Rhin, donc comme allié des princes allemands attaqués. Les observateurs turcs [3] notent bien cette présence de soldats français parmi leurs ennemis qui remportent la grande victoire de Saint-Gothard sur le Raab, le 1er août 1664 [4]. Léopold Ier s'empresse de signer, dix jours plus tard, la trêve de Vasvàr pour vingt ans. Dans ces conditions, l'aide française n'a plus lieu d'être. Le comte de Coligny infirme cette vision de la politique française. Il a commandé les troupes françaises et il a laissé des Mémoires, où il donne une indication précieuse : « *Voici un secret que personne n'a su que moi, c'est que tout le monde s'est imaginé que Sa Majesté n'avait rappelé ses troupes qu'après que la paix fut faite avec le Turc, mais il est certain que le Roi n'avait aucune nouvelle de cette paix, quand il retira ses troupes, et que c'était par un mécontentement particulier du mauvais traitement qu'on leur avait fait.* »[5] Dans cette optique, l'aide de Louis XIV s'avère ponctuelle, limitée, circonstancielle.

5 De tels choix politiques s'inscrivent dans la politique générale de la France qui se discute avant tout au Conseil d'en-haut. Nul n'y prend de note. Néanmoins, à la fin du règne, Colbert de Torcy a tenu, pendant quelque temps, un journal qui reprend, conseil après conseil, les discussions et les affrontements dans ce cercle autour du roi [6]. Ce travail en commun suppose une centralisation des informations dont les plus importantes doivent remonter jusqu'au roi. Dans un monde où elles demeurent rares et circulent mal, tout peut servir.

6 La guerre contre la Hollande fait ainsi l'objet de préparatifs très détaillés : la stratégie se met peu à peu en place en 1671 [7]. Condé prépare en détail la campagne et envoie le comte de Chamilly se renseigner sur le passage des rivières, sur les routes, sur les circonvallations autour des villes, sur les meilleures places pour attaquer les Hollandais depuis l'évêché de Münster. Louvois fait une nouvelle visite sur la frontière et Colbert se rend à Rochefort dont l'arsenal est dirigé par son cousin Du Terron. Le roi entreprend lui-même une simulation de campagne. Il visite Dunkerque en mai. Puis il gagne Lille, Tournai, Ath où l'armée doit aplanir le Mont Ferron qui menace la ville. Ces grands préparatifs ne peuvent échapper aux observateurs des pays voisins, mais le détail des campagnes futures leur reste bien caché. Là se trouve le paradoxe de la monarchie française qui affiche sa puissance et entretient la tension en Europe. En même temps, le système politique place la décision dans la seule main du roi qui sait la dissimuler en ne la confiant qu'à son conseil étroit. L'importance du secret apparaît bien à la fin de cette même guerre. En 1678, les négociations ont commencé. Louis XIV décide de frapper un grand coup pour marquer sa force. Le roi entreprend une marche complexe dont les ennemis ne parviennent pas à comprendre le but. La surprise semble totale lorsque les armées françaises convergent vers Gand : la ville se rend le 9 mars, la citadelle le 12. Puis c'est le tour d'Ypres.

7 Le roi travaille aussi en tête-à-tête avec les différents ministres ou secrétaires d'État ; il écoute également les maréchaux et les chefs militaires. Après le temps de Condé et de Turenne au début du règne, il faut insister sur la place de Vauban pour tout ce qui touche les sièges et la défense des frontières. Les différents maréchaux apportent leurs lumières

tout au long du règne. Il faudrait s'interroger sur la connaissance que chacun peut avoir de certains fronts : Catinat, puis Tessé, du côté de la Savoie, Boufflers aux Pays-Bas, Villars dans l'empire. La présence de Chamlay, maréchal général des logis, vient compléter ce travail de préparation qui se fait avec le roi et auprès du roi et qui suppose une connaissance du terrain, des cartes exactes et utiles aussi, une maîtrise de la géographie politique si complexe de l'Europe ancienne [8]. De là, est née l'idée d'une stratégie de cabinet, aujourd'hui bien discutée. Les mémorialistes (Dangeau, Sourches, Saint-Simon) mentionnent un vrai conseil de guerre le 12 mai 1709, selon ces témoins le premier de cette sorte, avec le Dauphin et le duc de Bourgogne, les maréchaux de Boufflers, de Villars et d'Harcourt, et les ministres Chamillart pour les troupes, Desmaretz pour les fonds.

8 L'information doit être même collectée à l'échelle du monde. Il suffit de songer à l'expédition que Duguay-Trouin mène avec succès contre Rio de Janeiro en 1711. Le bouclier maritime anglais n'a pas suffi pour arrêter les vaisseaux français. En revanche, dans la relation qu'il écrit de la prise de Rio, Duguay-Trouin mentionne le fait que le gouvernement anglais a été prévenu de la destination finale de l'escadre française et que des préparatifs ont donc été faits pour protéger la ville, ce dont il ne peut que s'étonner lorsqu'il débarque lui-même ses troupes [9]. Le secret a transpiré.

La collecte de l'information

9 L'émergence de départements ministériels permet à chacun des secrétaires d'État de rassembler des informations dans son domaine d'intervention. Colbert construit ainsi son réseau d'informateurs sur lequel il appuie son action politique et administrative [10]. La somme de ces circuits constitue l'information d'un État soucieux d'en avoir toujours plus. Les tensions apparaissent fréquentes entre les ministres, soit pour des opérations militaires, soit pour des négociations. Louis XIV a sans doute joué de ces rivalités pour conserver son autonomie par rapport aux choix préparés par les ministères. On connaît bien la rivalité entre Colbert et Louvois. Chamillart, pour la Guerre, s'oppose, à la fin du règne, à Torcy, qui a les Affaires étrangères. Une forme d'affrontement apparaît même entre ces deux derniers ministres. En 1706, un officier français s'empare en Italie du Nord des papiers que le secrétaire d'un diplomate savoyard a dissimulés dans le matelas d'une embarcation navigant sur le Pô. Il les transmet aussitôt à l'abbé de Pomponne, ambassadeur de Louis XIV à Venise, qui en envoie des copies à l'ambassadeur de France en Suisse afin de dénoncer les ambitions savoyardes et impériales auprès des cantons suisses. Le ministre de la Guerre se plaint que, dans cette affaire, l'information n'ait suivi que la filière diplomatique, sans passer par la hiérarchie militaire. L'abbé de Pomponne doit s'excuser [11].

10 L'information de l'État est aussi la somme des efforts issus de multiples réseaux. En particulier, chaque général doit avoir le sien. Une carrière dans l'armée suppose bien sûr la capacité de commander des hommes et d'imaginer les mouvements d'une armée lors d'une campagne ou lors d'une bataille. À chaque étape d'une carrière, l'information est pourtant nécessaire. Elle suppose d'entretenir des correspondances, les unes permettant de collecter des renseignements utiles lors des campagnes militaires, les autres entretenant des amitiés plus politiques, à la Cour surtout, pour savoir ce qui s'y passe et ce que dit le roi. Sur le terrain, la capacité d'un chef d'armée se mesure aux espions qu'il sait employer pour connaître les forces adverses et leur situation. Le duc de Saint-Simon,

dans ses Mémoires, explique une déconvenue de Villars en 1711 : « *Villars, qui tirait gros de partout où il pouvait, mais qui payait mal et peu les espions, fut tard averti.* » Au contraire, un imprimé londonien de 1715 note que ce même maréchal, « *dans toutes les occasions* », s'est montré « *si vigilant* ».

Le renseignement à grande échelle

11 Le roi de France recherche une information à l'échelle de l'Europe, voire du monde, pour connaître la stratégie globale de l'ennemi. Le mieux est de tirer les renseignements du cœur même de la décision, mais il est bien difficile d'approcher les gouvernements. En temps de guerre et en pays ennemi, les Français ou leurs partisans sont recherchés et surveillés, et il leur est encore plus difficile de savoir ce qui se décide à Londres, à La Haye, à Vienne ou à Madrid.

12 Pour savoir ce qui intéresse précisément le monde militaire, nous avons le questionnaire qu'a reçu un ingénieur au service de l'empereur. L'homme le livre aux Français. Il s'agit de connaître le « *profil ou plan* » des fortifications sur le Rhin, en s'adressant à des ingénieurs ou à des entrepreneurs qui participent à leur entretien. Il faut connaître les régiments, les bataillons et les escadrons, et le nom de leurs commandants. Il importe de savoir qui commandera l'armée sur le Rhin et d'enquêter sur les généraux et leurs subalternes afin de connaître leur « savoir-faire ». On s'interroge sur les renforts possibles. Les magasins suscitent toute l'attention de tels informateurs, avec la quantité de « munitions » et de « provisions » dans chaque magasin et dans chaque fort. En effet, une armée dépend de son ravitaillement et le travail des munitionnaires ou des étapiers livre bien des indices sur une campagne future. L'enquête doit également se porter sur toutes les armées et sur tous les fronts ouverts pendant la guerre. L'informateur doit savoir depuis combien de temps les troupes n'ont pas été payées et quels moyens on cherche chez les financiers. Cette instruction a le mérite de donner une vue systématique des objets du renseignement [12].

13 De longues missions doivent permettre de multiples observations. Des instructions de 1705, données à un certain Roger, prévoient qu'il quittera Milan, traversera la Suisse, puis suivra le Rhin, pour gagner Amsterdam. Il doit chercher à savoir « *sans se découvrir* » la force et les mouvements de l'armée de Moselle. Il doit voir à Rotterdam s'il y a quelque débarquement de troupes d'Angleterre. Il s'informera des bateaux, des provisions et des munitions qui ont circulé récemment sur le Rhin, la Meuse et le Waal. Puis, il doit s'installer dans les Provinces-Unies, « *selon le côté où il verra que doit tomber l'effort des ennemis* ». Par là, il cherchera à savoir la force de cette armée et il en rendra compte au maréchal de Villeroy [13].

Sur un front de guerre

14 La quête d'information peut se faire à l'échelle d'un seul front de guerre. Cela suppose de surveiller l'avancée d'une armée, de réagir face à elle. Claude Leblanc, intendant de la Flandre maritime, contrôle une frontière qui est aussi une zone de combat pendant la guerre de Succession d'Espagne [14]. Il s'efforce de suivre le mouvement des armées ennemies et le meilleur moyen est de savoir où se trouvent les bagages et les équipages, car une armée ne peut marcher longtemps sans son intendance et est ensuite obligée de

s'arrêter. Pour obtenir des renseignements sur les chariots, le bétail et les chevaux, il faut s'adresser aux populations locales.

15 L'intendant grappille des informations. Il apprend que les ennemis préparent le siège de Lille en 1708 et qu'ils arrêtent l'inondation de la Lys pour que soit sèche la route entre Menin et Lille. Néanmoins, l'équipement de siège semble prendre la direction de Mons, lorsque, par un mouvement tournant, il se dirige finalement vers Menin, pour assiéger Lille. Le 9 août 1708, Leblanc est sûr du siège et en informe Versailles : les ordres du ministre Chamillart n'arrivent que le 13. Or, Eugène de Savoie s'est mis en route dès le 6 et arrive devant Lille le 12. Le long convoi de 3 000 chariots escortés par 20 000 hommes n'a pas été inquiété. Pour être utile, les renseignements de Leblanc auraient dû atteindre directement Boufflers qui défend la ville. Leblanc a donc l'ordre d'informer en Flandre sans passer par Versailles. L'intendant réussit à savoir par un officier que la tranchée est ouverte devant la ville et son information arrive à Chamillart 24 heures avant la nouvelle envoyée par Berwick qui commande l'armée d'observation. Ces deux coups de maître, dans une situation difficile, établissent la réputation du réseau établi par Leblanc. Lorsque le ministre Chamillart vient visiter le front, l'intendant peut le lui montrer qui s'étend jusqu'à Ostende. Il signale l'arrivée de marchands anglais et il conseille de les arrêter, supposant qu'ils vont ravitailler les troupes devant Lille. Vendôme préfère couper la route vers Ath et Bruxelles : le convoi passe alors sans difficulté et ravitaille les assiégeants. Le système prouve son efficacité. Leblanc apprend qu'un ingénieur ennemi a inspecté à distance les défenses d'Ypres. Il est aussi informé que des soldats anglais quittent Béthune : un piège leur est tendu et il y a 33 prisonniers. Les alliés font une proclamation dans les villes et les villages pour rappeler que les activités d'espionnage sont punies par la pendaison. Devenu intendant de l'armée des Flandres, Leblanc étend encore son réseau et glane des informations à Londres par le frère d'un membre des Communes et à La Haye par un ecclésiastique qui s'y rend. Il sait que le prince Eugène doit coucher à Gand : un détachement français s'empare de ses bagages et fait 48 prisonniers. Leblanc propose de s'emparer de Menin où la garnison est réduite. Comme des marchands y font de la contrebande en payant les gardes, il propose de remplir les barges de grenadiers pour s'emparer de la place. Une chute de neige rend impossible l'opération.

16 Ainsi, Leblanc utilise les populations de la frontière pour connaître les mouvements des troupes ennemies. Il demande aux habitants ce qu'ils ont vu : ce qui compte, c'est leur position privilégiée à un coin de route ou à proximité du camp ennemi. Leblanc utilise aussi bien les services d'un jeune ecclésiastique dont l'église est proche du quartier général de Marlborough que ceux d'une prostituée qui sait passer en peu de temps à travers les lignes ennemies. Ces hommes et ces femmes ne font pas de l'espionnage : simplement, l'activité d'un homme entreprenant fait qu'un ensemble se constitue ou se reconstitue vite. La qualité de ce réseau tient à sa faculté d'adaptation, lorsque les villes changent de mains, à sa rapidité de fonctionnement, car le moindre retard peut coûter cher, à sa diversité, puisque aucune formule-type ne s'impose, l'improvisation et l'invention ayant leur part.

Autour des batailles

17 Enfin, une information locale permet de préparer une attaque ou d'anticiper celle de l'ennemi. Pour la préparation d'un siège, il faut connaître avec précision les fortifications de la ville, son état, ses forces et ses faiblesses. Le nombre d'hommes qui gardent la ville

et la citadelle révèle leur capacité de résistance, de même que les ressources qu'elle a pu accumuler. Il faut aussi connaître les passages, en particulier les ponts sur les rivières et les fleuves, pour arrêter une armée de secours.

18 Pour une bataille, il faut insister sur ces hommes que les généraux envoient pour surveiller et comprendre le mouvement des ennemis. Les habitants du pays ou des villages près desquels s'établit une armée peuvent jouer un rôle essentiel pour connaître la topographie précise des alentours, la présence d'un ruisseau pouvant s'avérer dangereux pour une charge de cavalerie, celle d'un fossé au contraire permettant de ralentir l'avancée des fantassins. Cette connaissance de la situation peut donner des idées. Ainsi, pour la bataille de Denain du 24 juillet 1712. Le prince Eugène de Savoie assiège Landrecies à la tête de l'armée alliée, que les troupes anglaises ont abandonnée. Il s'est ainsi éloigné de ses magasins installés à Marchiennes et à Denain, les deux bourgs étant protégés d'une double ligne fortifiée. Jean-Robert Lefebvre d'Orval, conseiller au parlement de Douai, a l'idée de l'attaque contre Denain, la communique au ministre Voysin, qui la renvoie à Villars. Celui-ci fait mine de secourir Landrecies, ce qui trompe Eugène, puis change de direction, tandis que Montesquiou se porte en avant et prend d'assaut Denain. Un pont sur l'Escaut aurait permis à Eugène d'intervenir, mais il est bien défendu et le général impérial ne peut pas secourir Denain à temps. Montesquiou prend encore Marchiennes, avec les réserves de l'armée alliée en nourriture et en munitions, ce qui oblige Eugène à abandonner le siège de Landrecies.

19 Les généraux utilisent aussi des soldats pour jouer le rôle d'éclaireurs. Les « partis » qui opèrent de façon brutale et isolée en terre ennemie, doivent être de précieux auxiliaires en la matière. Les généraux envoient donc des observateurs pour suivre les forces ennemies, connaître leur cheminement et celui des bagages et des magasins, leur situation dans le pays, le moment où se prépare l'ordre de bataille. Autour des armées, voyagent aussi des hommes et des femmes qui peuvent servir d'informateurs à l'ennemi. Saint-Simon a raconté comment, en 1709, un Lorrain circule fréquemment à travers les troupes françaises. Du Bourg le fait venir près de lui au début de la bataille qui l'oppose au général impérial Mercy à Rumersheim. Mercy, battu, se réfugie à Bâle et demande que le Lorrain soit renvoyé, ce que le vainqueur accepte « galamment ». Peu de temps après, l'intendant du roi écrit à Du Bourg pour qu'il se méfie du Lorrain, alors déjà en sécurité.

20 L'information pour les opérations navales s'avère sans doute plus difficile à rassembler. Il faut deviner l'importance du réseau des marchands dans les ports qui peuvent observer la construction de vaisseaux de guerre, voire noter leur nombre ou leurs mouvements. Les consuls semblent avoir été mobilisés pour rassembler des informations ou pour signaler le passage d'une flotte de guerre. Avant une bataille, des embarcations légères portent des nouvelles ou des ordres. En effet, le commandant ne doit envisager le combat que si sa flotte compte à peu près le même nombre de vaisseaux que celle de ses ennemis.

21 En 1692, il faut que Tourville tienne la Manche, pendant que les troupes françaises la franchiront. Pontchartrain et Louis XIV ont peu confiance en Tourville. Cela explique le ton des instructions impératives que l'amiral reçoit le 26 mars : il doit combattre même si ses forces sont en infériorité numérique. Or, la flotte de la Méditerranée sur laquelle la France compte n'arrive pas. Tourville n'a que 44 vaisseaux de ligne. On espère qu'il affrontera les Anglais avant leur réunion avec les Hollandais, mais les navires anglais et hollandais se rejoignent, 97 ou 88 selon les versions. Des avisos sont bien envoyés pour éviter la bataille lorsque la réunion des flottes ennemies est connue, mais ils n'arrivent pas avant le choc. La rencontre a bien lieu le 29 mai 1692 au large de Barfleur. La

supériorité numérique est telle que les officiers sont d'avis de refuser la bataille et de s'éloigner, mais Tourville montre l'ordre de Louis XIV. Il fait des merveilles lors de cette journée, mais 15 vaisseaux sont incendiés les jours suivants devant le port de Cherbourg. C'est la désastreuse bataille de La Hougue.

22 Ainsi, pour chaque bataille, s'opère une forme de dialogue ou de négociation, avec, d'un côté, les instructions et les ordres reçus du roi, souvent très secrets, d'un autre côté, les avis rassemblés sur place, les constatations faites par le général ou le vice-amiral, celui-ci gardant lui-même le secret sur ses dernières résolutions et sur les manœuvres qu'il envisage.

La sécurité des places fortes

23 À travers deux exemples de la guerre de Succession d'Espagne, j'ai eu l'occasion de montrer qu'autour d'une place forte un système d'information en étoile s'organise qui participe, au même titre que les remparts, à la défense du lieu. Le commandant français de Germersheim dans le Palatinat présente un mémoire destiné au remboursement de ses dépenses dans le cadre d'« *affaires secrètes pour le service du roi* », de novembre 1703 à mai 1704. Le gouverneur a envoyé des hommes pour surveiller la circulation des bateaux sur le Rhin. Il faut payer les « guides » qui ont conduit les « partisans » dans un pays nommé la Petite-Hollande et payer les porteurs de courrier, ainsi que les missions dangereuses au contact de l'ennemi. Ainsi, sur plusieurs mois, le gouverneur a envoyé une quarantaine de personnes, qu'il paie en moyenne 7 livres : il s'agit d'un espionnage local, d'agents modestes et anonymes, de missions limitées à l'observation et le plus souvent ponctuelles. Le ministre refuse de rembourser ces dépenses extraordinaires.

24 Le gouverneur de Sospel surveille la route entre le col de Tende et Nice. Du 20 octobre 1706 au 17 janvier 1707, soit 90 jours, il organise 110 missions dans les environs montagneux et dans toutes les directions pour guetter les préparatifs du côté du Piémont. Il verse 10 livres par mission. Plus tard, le 4 juillet, une armée austro-savoyarde passe le col pour faire le siège de Toulon. De véritables solidarités s'établissent donc entre une citadelle et son environnement, l'art militaire sait les exploiter.

Penser le renseignement

25 Ce besoin d'information dans la pratique de la guerre tient-il une place dans la réflexion théorique sur l'art militaire [15] ? Les auteurs répugnent à évoquer ces réalités qui apparaissent contraires aux règles de la guerre, à la droiture et au courage. Ils conviennent néanmoins qu'il faut avoir recours à des espions sur le terrain. Par exemple, Antoine de Feuquières (1648-1711), lieutenant général au temps de Louis XIV, a laissé des Mémoires publiés après sa mort. Il évoque par exemple les fonctions du capitaine des guides qui doit demeurer toujours auprès du général. Il se pourvoit de guides qui connaissent le pays et il en fournit à tous les officiers généraux qui lui en demandent. Feuquières insiste sur « *les conversations fréquentes et particulières* » que le capitaine doit avoir avec eux, car il peut ainsi acquérir « *la connaissance exacte des pays par lesquels ils doivent passer* ». Feuquières ajoute : « *Et quand il est homme d'esprit, il s'applique à gagner dans le nombre de ses guides, des gens assurés pour servir d'espions ; ce qu'il doit faire avec beaucoup de dextérité et d'adresse, et ne conversant jamais avec les guides que séparément, afin que ceux qui*

sont propres à ce périlleux métier d'espion, ne soient point décelés dans les suites par les autres guides, lorsqu'en changeant de camp, on renvoie ceux qui sont devenus inutiles, pour en prendre d'autres, voisins des lieux où l'on est. »Le capitaine doit rendre compte de tout ce qu'il apprend par les conversations particulières qu'il a avec les gens du pays et les guides,« *et du progrès qu'il a fait à former des espions.* »L'auteur ajoute cette recommandation :« *Il faut qu'il soit doux et insinuant avec les gens du pays qu'il est obligé de pratiquer, afin de se rendre utile au général.* »[16]

26 Feuquières consacre aussi un chapitre entier aux espions [17]. Il affirme d'emblée que l'on en trouve plusieurs « *espèces* » : « *Il s'en trouve dans les conseils des princes, dans les bureaux des ministres, parmi les officiers des armées, dans les cabinets des généraux, dans les villes ennemies, dans le plat-pays et même dans les monastères.* » Les uns s'offrent d'eux-mêmes, les autres « *se forment par les soins du ministre, du général ou de ceux qui sont chargés des affaires en détail* ». L'auteur ajoute aussitôt : « *Tous sont portés par l'avidité du gain.* » Il précise les tâches : « *C'est au prince, c'est au ministre à corrompre le conseil de son ennemi.* » Redoutable conseil donné au souverain qui ne peut guère s'aventurer lui-même sur ce terrain-là. L'ancien lieutenant général ne s'appesantit pas sur cette catégorie d'informateurs dont doivent s'occuper les hommes de gouvernement. Ce sont des mystères de l'État dont un simple sujet se tient éloigné. En revanche, il entre dans le détail pour la sphère militaire : « *C'est au général et à ceux qui concourent avec lui au bien des affaires à corrompre ou à former les autres.* » Des conseils pratiques viennent ensuite : « *En général, il faut toujours tirer des instructions à des espions et ne jamais s'ouvrir à eux. Il faut, pour un même sujet, en employer plusieurs qui ne se connaissent point, ne communiquer avec eux qu'en secret, les entretenir souvent de choses sur lesquelles on ne se soucie point d'être éclairci, les faire parler beaucoup et leur dire peu de choses, afin de connaître leur caractère d'esprit et leur portée, les faire éprouver eux-mêmes, après qu'on se sera séparé d'eux, pour savoir s'ils ne sont point doubles, ce qui arrive fort souvent.* » Lorsque, sur plusieurs rapports, on pense qu'ils ont dit vrai, « *il faut encore les faire garder séparément* » et, s'il s'agit de mener une opération, « *il faut les y mener tous séparés, les questionner souvent* ». Feuquières distingue une troisième catégorie : on tire des « *connaissances certaines* » par des conversations avec des « *gens du pays, que les affaires particulières attirent dans le camp ou dans les villes* » et avec des prisonniers. La méthode change selon l'interlocuteur : « *Les premiers ne doivent jamais être questionnés ; il faut les entretenir ou les faire entretenir par des gens d'esprit, qui, sans affecter de curiosité, les font assez parler sur des sujets différents, pour tirer d'eux des connaissances des choses qu'on veut savoir.* »

27 Quant aux prisonniers, ils peuvent être interrogés « *un peu plus ou un peu moins durement* », en tout cas « *toujours séparés les uns des autres* ». Les recommandations se font précises : il faut les conduire « *à la connaissance de ce qu'on veut savoir par de longs détours de conversation, afin qu'ils ne prennent point garde eux-mêmes à ce qu'ils ont dit...* ». En effet, s'ils sont renvoyés dans leur camp, ils ne doivent pas pouvoir mettre leur commandement sur la voie de ce qui intéresse l'ennemi. Sans de telles précautions, « *le général ne manquerait pas de lâcher des espions doubles ou des transfuges pour donner des notions différentes sur ce qu'on a voulu pénétrer et faire ainsi prendre des fausses mesures* ». De façon étonnante, Feuquières indique que, dans certains pays (lesquels ?), les espions les meilleurs et les plus sûrs se recrutent dans les monastères, « *le gouvernement des consciences étant un empire secret qui n'est pénétré de personne et qui pénètre tout* ». Il juge même « *infaillible* » l'emploi de ces moines dans une place occupée par un prince d'une religion différente ou dans un État qui passe sous une autre domination. Derrière une telle affirmation, il est permis de deviner une expérience acquise pendant les guerres de Louis XIV. Un autre thème

commun apparaît : « *On se sert même de femmes, ou pour introduire dans une ville, ou pour éprouver un camp, ou pour porter des lettres parce qu'elles sont moins soupçonnées que les hommes.* » Feuquières conclut par ce qui est pour lui une évidence : « *Il suffit de dire qu'un prince, un ministre et un général ne peuvent trop précisément savoir ce qui se passe dans les États et armées ennemis, et qu'ainsi on ne saurait avoir trop d'espions de toutes sortes d'espèces et pour toutes sortes d'usages.* »

28 En s'intéressant au renseignement, les auteurs du XVIII[e] siècle reprennent volontiers, après le règne de Louis XIV, une affaire rapportée aussi par les mémorialistes, à propos de la bataille de Steinkerque, véritable « *cas d'école* » [18]. En 1692, le maréchal de Luxembourg veut se rapprocher de Guillaume III et s'établit près du village de Steinkerque. Les alliés qui ont découvert un de ses espions, Millevoy, employé comme secrétaire [19], font écrire, le 2 août, à celui-ci, sous la contrainte, une lettre qui doit tromper la vigilance du maréchal, affirmant que les troupes fourrageront le lendemain, donc ne lanceront pas d'attaque, alors qu'elles s'avancent vers les positions françaises. L'armée ennemie a même répandu des fourrageurs pour mieux faire illusion. Luxembourg hésite devant les autres avis qui l'avertissent de larges mouvements de troupes. Pourtant, il fait mettre son infanterie sur cinq rangs et peut disposer ses troupes avant l'arrivée des ennemis[20]. Le 3 août 1692, l'armée française a bien failli être surprise et Luxembourg doit accepter la bataille sur un terrain qu'il n'a pas choisi et qui ne lui est pas favorable. La rumeur a dû colporter le détail de la feinte et Luxembourg ne l'a pas contredite, car elle montre sa vigilance et l'acuité de son regard qui se joue de la tromperie. Cette affaire permet de tirer une leçon : un bon général doit avoir des espions, mais il ne peut se fier totalement à leurs informations, d'autant que le double jeu est monnaie courante dans ce « métier » honteux.

29 Ainsi l'espionnage militaire revêt surtout deux dimensions. À l'échelle internationale, il cherche à connaître la stratégie de l'ennemi. Il faut deviner où se portera le premier coup, les zones où se feront les efforts durables et plus précisément les stratagèmes utilisés ou les manœuvres adoptées. Les mouvements des armées sont le premier révélateur et le meilleur, lorsque les décisions, d'ordre et d'origine politiques, n'ont pu être éventées. J'ai proposé de parler de macro-espionnage ou macro-observation [21]. Elle s'oppose au travail à petite échelle autour d'une forteresse, à une croisée de chemins, sur un morceau de frontière, près d'une armée, et je propose là la notion de micro-espionnage ou micro-observation. Sur place, les généraux ont besoin de comprendre la tactique ennemie qui joue sur la géographie, mais aussi sur les données humaines. Un besoin méticuleux s'affirme de maîtriser tout un espace. Le talent d'un homme de guerre, du général au moindre commandant de place, tient aussi à la qualité de son information.

30 Toutes ces sources d'information convergent ou devraient converger. Le secrétaire d'État de la Guerre fait une synthèse qui permet au roi d'avoir une idée globale des stratégies ennemies et de prévoir des ripostes. En 1709, Chamillart peut écrire à un intendant : « *La correspondance que j'ai en Allemagne est établie de manière que j'ai une connaissance entière de tous les mouvements des ennemis et de toutes les troupes qu'ils font passer en Flandres.* » Le ministre, au bord de la disgrâce, se vante sans doute un peu, mais il montre bien comment l'État monarchique se nourrit de cette convergence, de l'addition d'informations multiples venues de tous les horizons, de l'effort de tous les agents du roi et de la réunion de réseaux particuliers qui se mettent au service du souverain.

NOTES

1. Ils commencent à classer systématiquement leurs archives, constituant ainsi une mémoire de l'État, elle aussi protégée par le secret.

2. LYNN (John), *Giant of the Grand Siècle. The French Army, 1610-1715*, Cambridge, 1997.

3. TCHÉLÉBI (Evliyâ), *La Guerre des Turcs. Récits de batailles (extraits du « Livre des voyages »)*, traduit du turc ottoman, présenté et annoté par Faruk Bilici, Actes Sud, 2000.

4. BÉLY (Lucien), «Les fondements de la politique étrangère de la France au temps de la bataille de Szentgotthard », *Szentgotthard-Vasvar 1664*, sous la direction de Ferenc Toth et Balasz Zagorhidi Czigany, Szentgotthard, 2004,p. 84-100.

5. *Mémoires du comte de Coligny*, M. Monmerqué éd., Paris, 1841, p. 99-100.

6. *Journal du marquis de Torcy, pour les années1709, 1710, 1711*, Frédéric Masson éd., Paris, Plon, 1884, p. 456.

7. SONNINO (Paul), *Louis XIV and the origins of the Dutch War*, Cambridge, 1988.

8. CÉNAT (Jean-Philippe)**,** « Les fonctions de maréchal général des logis à l'époque de Louis XIV », *Revue historique des armées*, 257, 2009, [En ligne], mis en ligne le 28 octobre 2009. URL : http://rha.revues.org/index6874.html. Consulté le 14 février 2011.

9. *Mémoires de M. Du Guay-Trouin*, 1740, Reprint éditions de la Maisnie, La Roche-sur-Yon, 1974.

10. SOLL (Jacob), *The Information Master. Jean-Baptiste Colbert's Secret State intelligence System*, University of Michigan Press, Ann Arbor, 2009, 277pages.

11. Je me permets de renvoyer à Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs au temps de LouisXIV*, Paris, Fayard, 1990, 905pages.

12. SHD/GR, A12162, pièce 160, cité p.217-219.

13. SHD/GR, A1 1865, pièce 56, cité in Lucien Bély, *Espions et ambassadeurs*, p. 228.

14. STURGILL (Claude C.), *Claude Le Blanc Civil Servant of the King*, University Press of Florida, Gainesville, 1975, 202 pages.

15. GENÊT (Stéphane), « Renseignement militaire et actions secrètes, de la guerre de succession d'Autriche au traité de Paris (1740-1763) », thèse de doctorat soutenue à l'université Paris IV-Sorbonne, sous la direction de Lucien Bély, 2010.

16. Feuquières consacre un chapitre aux guides où il reprend les mêmes idées.

17. FEUQUIÈRES (Antoine de), *Mémoires de la guerre*, Amsterdam, F. Changuion, p. 108-112.

18. Je tire ces remarques de la thèse de Stéphane Genêt.

19. Berwick, dans ses Mémoires, indique que c'était un secrétaire de l'Électeur de Bavière, Saint-Simon parle d'un « *espion du cabinet du général* ».

20. La Maison du Roi charge à peine habillée puisque les princes de la famille royale (duc de Bourbon, prince de Conti, duc de Chartres – le futur Régent –, le duc de Vendôme et son frère, le Grand Prieur) n'eurent pas le temps de nouer leurs cravates ; on les porta ensuite ainsi « *à la Steinkerque* ».

21. *Espions et ambassadeurs*, *op. cit.*, p. 230.

RÉSUMÉS

LouisXIV a le goût du secret et ses grandes entreprises militaires en ont besoin. Cet article montre comment le secret accompagne la pratique politique, en particulier dans le domaine de la guerre et la préparation des opérations militaires. *A contrario* l'État est avide d'information et il rassemble des renseignements venus de tous les horizons, grâce à l'effort de tous les agents du roi et aux réseaux particuliers qui se mettent au service du souverain. Il faut tenter en effet de deviner les stratégies élaborées par le camp ennemi, mais la collecte d'information se fait aussi à l'échelle d'un front ou bien, très localement, aux environs d'une forteresse. Cet article distingue macro-espionnage ou macro-observation à l'échelle internationale et micro-espionnage ou micro-observation sur le terrain. Les généraux envoient des hommes pour surveiller et comprendre le mouvement des ennemis. Les habitants du pays ou des villages près desquels s'établit une armée peuvent aussi jouer un rôle essentiel pour connaître la topographie précise des alentours. Le talent d'un homme de guerre, du général au moindre commandant de place, tient donc à la qualité de son information. Ainsi, pour chaque bataille, s'opère une forme de dialogue ou de négociation, avec, d'un côté, les instructions et les ordres reçus du roi, souvent très secrets, d'un autre côté, les avis rassemblés sur place, les constatations faites par le général, celui-ci gardant lui-même le secret sur ses dernières résolutions et sur les manœuvres qu'il envisage. L'auteur aborde, à travers l'exemple de Feuquières, la façon que peut avoir un contemporain de Louis XIV de penser l'espionnage et d'évoquer les espions.

Secrecy and military espionage in the time of Louis XIV Louis XIV had a taste for secrecy and his large military endeavors needed it. This article shows how secrecy accompanied political practice, particularly in the field of war and preparation for military operations. A contrario the state was hungry for information and gathered information from all areas, through the efforts of all the king's agents and special networks placed at the service of the monarchy. It tried to divine the strategies developed by an enemy, but the collection of information could be spread over a wide front or very locally, around a fortress. This article distinguishes between macro-espionage or macro-observation at the international level and micro-espionage or micro-observation on the ground. The generals sent men to monitor and understand the movement of enemies. The inhabitants of lands or villages near an army also played an essential role in determining the precise topography of the surroundings. The talent of a man of war, ranging from the general to the lowest commander, depended thus on the quality of his information. Hence, for each battle some form of dialogue or negotiation took place, on the one hand, with instructions and orders from the king, often top secret, and on the other hand, with information gathered on site, findings made by the general, who kept secret his recent decisions and the maneuvers he envisaged. The author discusses, through the example of Feuquières, how a contemporary of Louis XIV could think of espionage and call forth spies.

INDEX

Mots-clés : espionnage, Louis XIV, stratégie

AUTEUR

LUCIEN BÉLY

Professeur d'histoire moderne à l'université Paris IV-Sorbonne, il est président de l'Association des historiens modernistes des Universités françaises. Il a notamment publié : *Espions et ambassadeurs au temps de LouisXIV* (Fayard, 1990) ; *La Société des princes* (Fayard, 1999), *Louis XIV. Le plus grand roi du monde* (Gisserot, 2005) ; *La France au XVII^e siècle. Puissance de l'État, contrôle de la société* (PUF, 2009). Il a fait paraître aux PUF, en 2007, une série d'études intitulée : *L'Art de la paix en Europe. Naissance de la diplomatie moderne, XVI^e-XVIII^e siècle*. Lucien Bély a également dirigé le *Dictionnaire de l'Ancien Régime* (PUF, 1996) et a codirigé l'*Incident diplomatique (XVI^e-XVIII^e siècle)* (Pedone, 2010).